

L'avenir de la centrale présenté aux élus

ÉCONOMIE. Deux mois après l'annonce de l'arrêt du projet de conversion de la centrale à charbon de Cordemais, le préfet de région a organisé un comité de suivi en présence des principaux élus du territoire. L'avenir du site a été détaillé.

L'avenir du site de Cordemais ne s'écrit pas en produisant de l'électricité, ni avec du charbon, ni avec des pellets.

L'annonce est tombée le 23 septembre dernier, mais un nouveau comité de suivi du projet avait tout de même lieu en préfecture de Nantes ce vendredi 15 novembre 2024, en présence du préfet, Fabrice Rigoulet-Roze, du délégué interministériel en transition énergétique, Yves Schenfeigel et du directeur régional d'EDF, Hervé Rivalen. Face à eux, les parties prenantes du projet de décarbonation de la centrale, en première place desquels les élus du territoire.

« Nous avons pu expliquer l'arrêt du projet Ecocombust, qui n'était pas économiquement raisonnable », a avancé le directeur d'EDF, « et derrière, présenter le projet de construction d'une usine de fabrication de tuyauterie nucléaire porté par Framatome, qui est un projet majeur ». Le responsable a ajouté qu'il n'y aurait pas de plan social puisque chacun des 350 salariés de la centrale de Cordemais « se



Un troisième comité de suivi sur l'avenir de la centrale électrique de Cordemais a été organisé en préfecture de Nantes le 15 novembre 2024.

Photo archives Presse Océan

verra proposer une solution de reconversion ».

Pour la Région, « une très bonne nouvelle »

Le projet de Framatome est d'ores et déjà engagé, chiffré, avec les études techniques réalisées. « Il va créer 200 emplois directs à partir de 2029 », a précisé Hervé Rivalen. Une bonne nouvelle pour le conseil régional, représenté à la réunion par

Antoine Chéreau, président de la commission transition écologique et énergétique. « L'annonce de l'arrêt du projet d'Ecocombust était une mauvaise nouvelle et on aurait probablement pu le savoir plus tôt », a-t-il regretté, « mais nous considérons la proposition portée par EDF et Framatome comme une très bonne nouvelle. Le projet ramène du savoir-faire et de la valeur ajoutée en Pays de la

Loire et nous avons intérêt à ce que la région ne soit pas à côté du retour de la souveraineté énergétique par la filière nucléaire ».

Grosvalet et Dantec contre

Le sénateur, et ancien président du Département Philippe Grosvalet, en total désaccord avec la stratégie de l'État et d'EDF, n'a pas assisté à cette réunion. Présent, le

sénateur Ronan Dantec a écouté les informations diffusées dans ce troisième comité de suivi. « Mais on a pu constater qu'ils n'ont pas arrêté de zigzaguer », s'est-il agacé à la sortie. « L'État ne peut pas prendre des engagements forts et changer d'avis deux ans après. C'est très déstabilisant. »

Lui ne partage pas l'enthousiasme de la région Pays de la Loire au sujet du nouveau projet de reconversion de la centrale à charbon, qui ne correspond pas au territoire selon lui.

« En filigrane de tout cela, il faut comprendre qu'on retourne vers le tout nucléaire et moi je me demande si l'arrêt de Cordemais n'annonce pas un coup d'arrêt au développement des énergies renouvelables. »

Une absence a également interrogé l'élue écologiste, celle de Paprec, porteur du projet Ecocombust. « On nous a dit que l'entreprise n'avait pas répondu à toutes les demandes, je m'interroge donc sur la responsabilité de Paprec dans l'arrêt du projet. »

Émilie Plantard